



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1043

20 février 2012

- **Horizon politique troublé**
- **Investigation gouvernementale sur plus de 300 millions de dollars de contrats sous l'administration Bellerive**
- **État de droit et réponses humanitaires : encore des défis, aux yeux du conseil de sécurité des Nations Unies**
- **Dossier : Des élèves au Plateau central s'initient à la culture maraîchère**

>> Horizon politique troublé

Un conflit ouvert par les ministres interposés, entre le chef du gouvernement Garry Conille et la présidence risque d'ouvrir de nouvelles turbulences dans l'horizon politique.

A l'exception de G. Conille, 18 ministres demandent à une commission sénatoriale chargée d'enquêter sur la nationalité des principaux dirigeants actuels, de reporter leur convocation au jeudi 22 février.

Cette commission d'enquête avait convoqué séparément, pour le jeudi 16 février, tous les ministres et secrétaires d'État, à la suite d'une note de la présidence faisant état d'une décision du conseil des ministres de ne pas soumettre les documents demandés. Seul Garry Conille a remis ses documents de voyage (4 passeports) à la commission d'enquête sénatoriale.

Des soupçons pèsent sur la nationalité de plusieurs membres du gouvernement, y compris du président Michel Martelly qui jouirait d'une triple nationalité (haïtienne, américaine et italienne).

Selon les informations circulant dans la presse nationale le premier ministre Garry Conille n'aurait pas le contrôle de l'équipe gouvernementale. Il pourrait y avoir, dans les prochains jours, des remous liés à la nationalité de hauts-responsables de l'administration politique.

>> Investigation gouvernementale sur plus de 300 millions de dollars de contrats sous l'administration Bellerive

Le premier ministre Garry Conille a formé une commission d'audit de trois membres pour enquêter sur les contrats signés par l'État haïtien durant la période d'urgence (mai 2010 – octobre 2011), lesquels contrats dépasseraient les 300 millions de dollars américains.

Décrétée après le séisme du 12 janvier 2010, la période d'urgence correspond à la dernière année de mandat du gouvernement

Le président de la commission d'enquête sénatoriale, Joseph Lambert, également coordonnateur de la plateforme politique "Inite" (Unité de l'ex-président René Préal) - dont le mandat arrive à terme cette année, aurait rejoint aujourd'hui le camp de M. Martelly. Ce dernier a publiquement annoncé son intention de soutenir la candidature de J. Lambert aux prochaines sénatoriales partielles de 2012, dont la date du scrutin n'est pas encore fixée.

Apparemment, la lettre du ministre chargé des relations avec le parlement, sollicitant le report à la huitaine de la convocation des ministres et secrétaires d'État, aurait pour vertu de faire baisser la tension à la veille des festivités carnavalesques (du dimanche 19 au mardi 21 février 2012).

L'ancien sénateur Jean Gabriel Fortuné, qui vient de démissionner comme délégué départemental du Sud, annonce qu'il crèvera l'abcès politique après la tenue du carnaval, officiellement déplacé dans le chef-lieu de son département (Les Cayes, 3e ville du pays), sur exigence de la présidence.

Contrairement aux déclarations de Michel Martelly, Jean Gabriel Fortuné confirme sa démission comme représentant de la présidence aux Cayes en raison de problèmes politiques qu'il se garde de révéler avant le déroulement du carnaval.

précédent dirigé par Jean Max Bellerive. L'ancien premier ministre, qui est devenu conseiller de M. Martelly il y a quelques mois, aurait alors signé des contrats opaques et sans appel d'offres. J.M. Bellerive a liquidé les affaires courantes, comme premier ministre, durant les cinq premiers mois de la nouvelle présidence.

« Comme promis à la nation et dans un souci de protéger les intérêts de l'État et garantir la transparence et la reddition de

compte, le bureau du premier ministre annonce la formation d'une commission d'audit, chargée d'une relecture attentive des contrats signés sous le régime de la loi d'urgence et qui engagent le gouvernement et l'État haïtien sur les prochaines années », indique le communiqué de G. Conille.

La décision de la mise en œuvre d'une commission d'audit, dont la durée de travail n'est pas précisée, a été prise par le premier ministre lors de sa récente visite aux États-Unis au début de février. Cette commission d'audit a pour objectif de remettre Haïti dans l'agenda des bailleurs de fonds internationaux, encore lents à honorer leurs promesses post-séisme.

>> État de droit et réponses humanitaires : encore des défis, aux yeux du conseil de sécurité des Nations Unies

Des dispositions devant garantir l'état de droit ainsi que des réponses humanitaires appropriées sont les principaux défis, auxquels est confrontée la république d'Haïti, deux ans après le tremblement de terre de janvier 2010, analyse une délégation du conseil de sécurité des Nations Unies qui a effectué une visite d'évaluation de 3 jours dans le pays.

En plus d'encourager des initiatives pour un redressement d'Haïti, notamment par l'accompagnement de la mission onusienne aux institutions nationales, la délégation du conseil de sécurité penche pour un renouvellement du mandat de la mission des Nations Unies de stabilisation en Haïti (MINUSTAH), malgré les demandes réitérées d'organisations sociopolitiques haïtiennes en faveur d'un retrait des troupes.

« Les hommes de la MINUSTAH font un travail important dans des conditions difficiles », justifie l'ambassadrice américaine Susan Rice, qui dirigeait la délégation, exprimant son assurance que le peuple haïtien serait en voie de connaître des jours meilleurs. Elle reconnaît toutefois que certains membres de la mission onusienne ont eu des comportements allant à l'encontre des « idéaux fondamentaux » ayant conduit à la création de la mission. « Nous prenons très au sérieux les cas d'abus sexuels et de violences » perpétrés par les casques bleus, souligne la diplomate qui demande la poursuite des investigations afin que les accusés soient traduits en justice.

En revanche, la délégation du conseil de sécurité ne souscrit pas au projet de Michel Martelly pour une reconstitution de l'armée. En guise d'une armée nationale, Susan Rice indique que le conseil de sécurité opte pour un renforcement de la police nationale d'Haïti par une augmentation évolutive de son effectif, lequel devrait passer de 10 000 à 15 000 hommes sur les cinq années à venir.

Rice estime que les institutions haïtiennes vont continuer à avoir besoin de l'appui de la communauté internationale pour leur bon fonctionnement, alors que la population haïtienne continue de souffrir des effets du séisme du 12 janvier 2010, notamment les femmes vivant dans les camps, qui sont victimes de violences sexuelles.

Un groupe de personnes manifestait en faveur du retrait de la MINUSTAH au moment où la délégation du conseil de sécurité faisait part à la presse, de ses observations sur la situation actuelle. Dans une lettre ouverte adressée au conseil de sécurité, des organisations sociopolitiques continuent de qualifier d'« occupation » la présence des casques bleus sur le sol haïtien. Entre 2004 et 2012, Haïti vient de connaître « 8 ans d'occupation militaire porteuse de kidnappings, de viols collectifs de mineurs, de pendaison, de prostitution (...) de domestication du système judiciaire (...), de répression contre les quartiers populaires et les protestations pacifiques », soulignent ces organisations.

>> Dossier : Des élèves au Plateau central s'initient à la culture maraîchère

Des élèves de l'école nationale de Bassin Zim (section communale de Hinche), ont été initiés à la culture maraîchère. Enfants de paysans, les élèves s'adonnent à la culture de plusieurs variétés de légumes et de fruit: Choux, kalalou/ gombo, tomates, épinards, aubergines, papayes, carottes.

Les aînés préparent les plantes pour la mise en terre, tandis que les plus petits se chargent de les entretenir. Rien n'est vendu, tout est consommé sur place à travers la cantine de cet établissement scolaire.

A travers cet apprentissage pratique en agriculture, l'école nationale de Bassin Zim serait devenue le premier établissement du Plateau Central où les élèves font valoir leur volonté à consommer des produits locaux.

« Il est du devoir des parents et des instituteurs, d'enseigner aux élèves l'importance de l'agriculture biologique et de les renseigner sur leur mode de consommation », suggère Chavannes Jean-Baptiste, porte-parole du mouvement des paysans de Papaye,

annonçant l'intégration prochaine d'autres établissements scolaires dans le programme d'apprentissage à la culture maraîchère.

« Nous devons agir comme nos parents. Notre avenir nous concerne et nous devons le construire avec nos propres mains », renchérit, pour sa part, un écolier.

L'activité d'initiation à la culture maraîchère à l'école nationale de Bassin Zim est mise en œuvre grâce à l'appui financier de la chaîne américaine de restaurants « Hard Rock Coffee » et à un apport technique du mouvement des paysans de Papaye.

Un autre programme, implanté dans le département du Plateau central par le MPP, intitulé le « pré-kay », préconise la production des fruits et légumes sur de petites parcelles de terre, en ville comme à la campagne.

Pour plus de détails, lire: <http://www.alterpresse.org/spip.php?article12343>